

Dépêche AEF : L'Association des directeurs de CIO demande au MEN de clarifier son projet pour les services de l'orientation

5-6 minutes

"Le MEN n'a toujours pas fait connaître les conclusions qu'il retenait à l'issue des concertations menées avec les organisations syndicales et professionnelles suite au rapport Charvet" sur l'orientation, déplore la présidente de l'Association nationale des directeurs de CIO, Corinne Blieck, interrogée le 6 mars 2020 par AEF info. Pourtant, l'ANDCIO observe que "certaines académies" mettent en œuvre le rapport et les CIO sont progressivement transformés en "antennes" ou "points d'accueil". Les directeurs de CIO regrettent "l'externalisation des missions intrinsèques de l'Éducation nationale".



Corinne Blieck, présidente de l'ANDCIO

Dans un courrier adressé au président de la République fin janvier 2020, l'Association nationale des directeurs de CIO alerte le chef de l'État sur la question de la réorganisation des centres d'information et d'orientation qui aboutira, selon elle, "à la suppression des quatre cinquièmes d'entre eux". L'association

réclame des précisions sur la réorganisation des services sur les territoires, le calendrier et les évolutions statutaires à prévoir pour les personnels de l'orientation.

"On ne sait toujours pas ce que veut faire Jean-Michel Blanquer"

"L'ANDCIO a déjà été reçue à cinq reprises au cabinet du MEN en 2019 mais à ce jour, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse n'a pas fait connaître les conclusions qu'il retenait à l'issue des concertations menées avec les organisations syndicales et professionnelles suite au rapport Charvet remis en juin 2019 ([lire sur AEF info](#))", déplore l'association. "On ne sait toujours pas ce que veut faire précisément Jean-Michel Blanquer des services de l'orientation."

Le ministre de l'Éducation nationale s'est notamment engagé à "rapprocher les services d'orientation" des établissements scolaires et a promis "une évolution" du maillage territorial des CIO, tout en respectant l'obligation légale (article L. 313-4 du code de l'éducation) de maintenir au moins un centre public d'orientation dans chaque département ([lire sur AEF info](#)).

Pourtant, relève l'association, certaines académies, comme celle d'Orléans-Tours, ont engagé "des projets reprenant précisément les préconisations du rapport Charvet et prévoit de ne conserver qu'un seul CIO par département dès la rentrée 2020". "Les directrices et directeurs de CIO de l'académie ont été invités à se positionner sur un profil de poste en DSDEN ou en CIO ou encore une mise à disposition à la région", précise à AEF info Corinne Blieck.

Elle rapporte que le rectorat d'Orléans-Tours a notamment "décidé la fermeture du CIO de Tours, l'une des deux métropoles et le plus important pôle universitaire de la région Centre-Val de Loire, pour répartir les 17 psyEN dans les 5 lycées de la ville".

des CIO transformés en "antennes" puis "en points accueil"

"Cette tendance se retrouve partout en France", indique Corinne Blieck, qui rapporte que les CIO sont progressivement transformés en "antennes" ou en "points d'accueil", "c'est-à-dire des services réduits au minimum avec des permanences assurées ponctuellement par des PsyEN". L'association réclame "le maintien d'un maillage territorial avec des CIO de plein exercice qui soient beaucoup plus que des lieux d'accueil auxquels le ministre Blanquer et le rapport Charvet voudraient les réduire".

L'ANDCIO regrette qu' "aucune étude d'impact n'ait été menée pour mesurer les conséquences d'une telle transformation" et réclame "des garanties pour que l'évolution de la carte des CIO et ses répercussions sur les ressources humaines soient traitées au niveau national et dans la transparence et la concertation". Elle

espère que "certains recteurs ne prendront pas des décisions brutales entraînant une souffrance importante chez les personnels".

des cio écartés de la politique d'orientation

Plus globalement, les directeurs de CIO critiquent la politique actuelle en matière d'orientation : "On assiste à une externalisation des missions intrinsèques de l'Éducation nationale, liées à l'information, l'orientation, au décrochage scolaire et au retour en formation en écartant les CIO qui ont le savoir-faire", explique Corinne Blieck.

"Le ministère semble penser qu'informer les élèves et les accompagner au plus proche - professeurs principaux et psyEN en établissement - suffira à améliorer significativement un processus qui est d'une complexité incommensurable dépassant le simple besoin d'information ou d'accompagnement pédagogique", estime Corinne Blieck. Elle redoute que "les missions des quelques CIO qui resteront soient finalement réorientées vers l'accompagnement des publics en difficultés ou les élèves à besoins spécifiques".

Autre critique : le ministère évoque l'implantation des CIO dans les lycées GT. Or, "les collégiens, les élèves d'EREA et les lycéens professionnels ont besoin aussi d'un accompagnement en matière d'orientation".